



Municipales 2026 : « Et si la géographie n'expliquait plus les résultats électoraux ? »

TRIBUNE

Daniel Behar

Géographe

Le géographe Daniel Béhar, professeur émérite à l'Ecole d'urbanisme de Paris, interroge, dans une tribune au « Monde », la pertinence de continuer à penser un « effet territoire » dans la détermination des choix électoraux.

Publié le 30 mars 2026 à 15h30 Temps de Lecture 3 min.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2026/03/30/municipales-2026-et-si-la-geographie-n-expliquait-plus-les-resultats-electoraux_6675444_3232.html

Plus la société se complexifie, plus grande est la tentation d'aller chercher des explications simples à des comportements moins lisibles. C'est ainsi que depuis quelques années, la compréhension des résultats électoraux par le déterminisme géographique monte en puissance, mobilisant deux lectures principales.

Selon la première, les votes s'expliqueraient par la position dans l'espace national, selon que l'on habite la France de l'Ouest, qui va bien, ou celle de l'Est, qui va mal. Vote protestataire et géographie de la désindustrialisation iraient de pair. Une autre grille de lecture, celle-ci d'ordre catégoriel, est plus simple encore et suggère que l'on vote différemment, à appartenance sociale équivalente, selon que l'on habite une métropole, une ville moyenne ou un espace rural.

Et si, à la suite des élections municipales, la géographie n'expliquait plus les résultats électoraux ? Les métropoles et les plus grandes villes, nous dit-on, constituent une catégorie homogène, marquée par un électorat « écolo bobo », qui explique, par exemple, le maintien à gauche de Paris, Lyon et Marseille. Cela suffit-il à expliquer les résultats de configurations territoriales aussi différentes que celles de Paris, qui repousse progressivement ses couches populaires vers la banlieue, et de Marseille, qui, à l'inverse, incorpore la banlieue au périmètre de la ville centre ? Et que dire de Bordeaux, dont la dynamique territoriale récente consiste, dans la dernière décennie,

sous l'effet de l'accessibilité à Paris, à attirer toujours plus de ces électeurs « écolo bobos » et qui, malgré cela, change de bord et retrouve son conservatisme modéré ancestral ?

Les villes moyennes, elles, présenteraient la singularité territoriale de « virer à droite », voire à l'extrême droite. Faut-il y voir un comportement politique propre à cette catégorie de villes ? Ne doit-on pas plus considérer que ces villes moyennes, préfectures ou sous-préfectures, maillant le territoire national, en constituent en quelque sorte un modèle réduit ? Autrement dit, le virage à droite constaté ne serait pas l'apanage des électeurs des villes moyennes, mais celui de la société française dans son ensemble.

A distance des clivages nationaux

Quid du comportement électoral des habitants du monde rural lorsque, dans 68 % des communes, soit près de 24 000, une seule liste était en présence, ne laissant pas aux électeurs la possibilité d'explicitier leurs choix ? Et pour bon nombre de communes rurales où deux listes se présentaient aux suffrages des électeurs, en particulier dans le sud ou dans l'ouest de la France – à Dieulefit (Drôme), par exemple –, c'est la tension entre anciens et nouveaux habitants, entre « eux » et « nous », qui a structuré le débat local, à distance des clivages nationaux.

La catégorisation stratigraphique – grandes villes, villes moyennes, monde rural – en fonction de la taille des communes semble insuffisante à rendre compte des comportements électoraux. Il semble bien qu'il en aille de même pour une grille de lecture plus spatialisée. On a longtemps pu considérer que la diagonale de Dunkerque (Nord) à Menton (Alpes-Maritimes) partageait la France de la désindustrialisation, à l'est, et celle de l'attractivité résidentielle, à l'ouest, tout en permettant de distinguer d'un côté la montée en puissance du vote protestataire, de l'autre les territoires de conquête de la gauche.

Cette grille de lecture géopolitique perdure en partie. Outre le littoral méditerranéen, le Rassemblement national conforte ses places fortes des Hauts-de-France et du Grand Est. Néanmoins, cette ligne de rupture tend à s'estomper ; le paysage politique se brouille. Le grand Ouest l'illustre clairement. La gauche y perd Brest (Finistère) et Saint-Brieuc, mais gagne La Roche-sur-Yon. Les considérations locales tendent à prédominer.

Au vu de ces évolutions, la question se pose : y a-t-il encore un « effet territoire » dans les déterminations du choix politique des électeurs ? Ou assiste-t-on, au contraire, à une forme de « déterritorialisation » des comportements électoraux ? Subsisterait alors la composante sociologique, à l'état pur, de ces déterminants politiques. C'est notamment ce que semblent démontrer [les cartes de plus en plus fracturées, duales, des résultats électoraux, à Paris](#), en première couronne de banlieue et à Marseille. Dans ces cas précis, le clivage politique redouble systématiquement la fracture sociale.

Il faut se garder de toute leçon trop hâtive d'un scrutin municipal qui conserve une dimension locale forte. Toutefois, entre effacement des grilles de lecture explicatives géographiques et retour en force des clivages sociaux, n'y a-t-il pas là matière à réflexion en vue des prochaines échéances électorales